
Examen de jurisprudence*

(1995 à 2000)

La Convention européenne des droits de l'homme

Rusen Ergec

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles,
Avocat au Barreau de Bruxelles

et

Pierre-François Docquir

Assistant à l'Université Libre de Bruxelles
Avocat au Barreau de Bruxelles

Paru dans :

Revue Critique de Jurisprudence Belge, 2002/1, pp. 85-229

Français

Abstract :

The article reviews the whole of ECHR case law, from 1 January 1995 until 31 December 2000, highlighting the major threads and evolutions during this period.

Résumé :

L'article passe en revue l'ensemble de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, du 1er janvier 1995 au 31 décembre 2000, en insistant sur les lignes principales et les évolutions survenues pendant cette période.

Table des matières

Chapitre Ier	Généralités	n° 1
Section I	Aspects de procédure	
§ 1	La procédure devant la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme	n° 3
§ 2	La qualité de victime	n° 8
§ 3	L'épuisement des voies de recours internes	n° 13
§ 4	Le délai de 6 mois	n° 18

* En raison du nombre croissant des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, la jurisprudence nationale n'a pas été prise en compte dans la présente chronique, à l'exception de décisions présentant un intérêt particulier.

Section II	Le droit à un recours effectif devant une instance nationale en cas de violation des droits ou libertés reconnus par la Convention	n° 20
Section III	Le droit à la non-discrimination dans la jouissance des droits et libertés reconnus par la Convention	
§ 1 ^{er}	Généralités	n° 25
§ 2	Les discriminations fondées sur le sexe	n° 32
§ 3	Les discriminations fondées sur la religion	n° 33
§ 4	Les discriminations fondées sur la naissance	n° 34
§ 5	Les discriminations fondées sur la nationalité	n° 35
Section IV	Les restrictions susceptibles d'être apportées à l'exercice des droits et libertés reconnus dans la Convention	n° 37
§ 1 ^{er}	Les dérogations aux droits reconnus par la Convention en cas de circonstances exceptionnelles menaçant la vie de la nation	n° 38
§ 2	Les limitations particulières de certains des droits reconnus par la Convention	
	1° Les restrictions doivent être prévues par la loi	n° 39
	2° Les restrictions doivent poursuivre l'un des buts limitativement énumérés	n° 41
	3° Les restrictions doivent être nécessaires dans une société démocratique	n° 42
Chapitre II	Les droits concernant la vie et l'intégrité de la personne	
Section I	Le droit à la vie	n° 45
Section II	L'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants	n° 49
Chapitre III	Le droit à la liberté et à la sûreté	
Section I	La notion de « privation de liberté »	n° 56
Section II	Le principe de légalité	n° 57
Section III	Les cas de privation de liberté	
§ 1	Généralités	n° 60
§ 2	Détention d'une personne après sa condamnation par un tribunal compétent (art. 5, § 1, a)	n° 63
§ 3	La détention préventive	n° 65
§ 4	La détention d'un aliéné	n° 68
§ 5	Détention aux fins de l'extradition	n° 71
§ 6	Le droit de toute personne arrêtée d'être informée des motifs de son arrestation	n° 72
§ 7	Le droit pour une personne faisant l'objet d'une détention préventive d'être jugée dans un délai raisonnable	n° 73
§ 8	Le droit d'introduire un recours contre la privation de liberté	n° 75
Section IV	Le droit à la liberté de mouvement	n° 80
Chapitre IV	Le droit à un procès équitable	
Section I	Champ d'application	n° 81
§ 1	Contestations sur les droits et obligations de caractère civil	
	1° notion de « droit »	n° 82

	2° caractère « civil » du droit	n° 83
§ 2	Contestations relatives au « bien fondé d'une accusation en matière pénale »	n° 92
§ 3	Application de l'article 6 à la procédure devant les juridictions supérieures	
	1° applicabilité de l'article 6 aux cours constitutionnelles	n° 99
	2° procédure devant les juridictions judiciaires suprêmes et les cours d'appel	n° 100
Section II	Droit à un tribunal – droit d'accès à un tribunal	n° 101
Section III	Le droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement	
§ 1	Généralités	n° 110
§ 2	Le principe du contradictoire et l'égalité des armes	n° 113
§ 3	L'administration des preuves	n° 115
§ 4	Le principe de la légalité de la procédure	n° 119
§ 5	Les ingérences du législateur dans le cours de la justice	n° 120
§ 6	La motivation des jugements	n° 121
§ 7	La publicité de la procédure	n° 122
§ 8	L'exécution des jugements	n° 124
§ 9	L'extradition	n° 125
Section IV	Le tribunal « indépendant et impartial »	n° 126
Section V	Le droit à un tribunal établi par la loi	n° 133
Section VI	Le droit à ce que la cause soit jugée dans un délai raisonnable	n° 134
Section VII	Les droits reconnus à une personne accusée d'une infraction	
§ 1	La présomption d'innocence	n° 139
§ 2	Les droits minimums de l'accusé	
	1° Le droit pour l'accusé de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense	n° 145
	2° Le droit pour tout accusé de se défendre lui-même ou d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, de pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office lorsque les intérêts de la justice l'exigent	n° 146
	3° Le droit d'interroger ou faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge	n° 151
Section VIII	Le principe de la légalité des peines	n° 152
Section IX	Le droit de ne pas être jugé deux fois	n° 154
Chapitre V	Les droits concernant la vie privée	
Section I	Le droit au respect de la vie privée et familiale	
§ 1	Le droit au respect de la vie privée	n° 155
§ 2	Le droit au respect de la vie familiale	n° 161
§ 3	Le droit au respect du domicile	n° 168
§ 4	Le droit au respect de la correspondance	n° 170
§ 5	La protection des minorités à travers l'article 8	n° 174
§ 6	Le droit de l'environnement et l'article 8	n° 175
Section II	Le droit de se marier et de fonder une famille	n° 176

Chapitre VI	Les droits intellectuels	
Section I	Le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion	n° 177
Section II	Le droit à la liberté d'opinion et d'expression	
§ 1	Généralités	n° 181
§ 2	Liberté de presse	n° 186
§ 3	Médias	n° 192
§ 4	Restrictions à la liberté d'expression	n° 193
Section III	Le droit à l'instruction	n° 200
Chapitre VII	Les droits concernant le fonctionnement des institutions démocratiques	
Section I	Le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association	n° 201
Section II	Le droit à des élections libres	n° 205
Chapitre VIII	Le droit au respect des biens	
Section I	Champ d'application de l'article 1 ^{er} du 1 ^{er} Protocole – notion de « biens »	n° 207
Section II	Le principe de légalité et le respect des garanties d'ordre procédural	n° 209
Section III	Portée de la première phrase de l'article 1 ^{er}	n° 213
Section IV	Privation de propriété	n° 218
Section V	Réglementation de l'usage des biens	n° 224
Section VI	Le droit pour l'Etat d'assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions	n° 225
Chapitre IX	La satisfaction équitable	n° 226